



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté – Egalité – Fraternité

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE VILLEFRANCHE DE  
LAURAGAIS

Pôle Sécurité  
Service Police Municipale

Arrêté Municipal n°AR-PM-2024-091

ACTES 6.1 Police municipale

**Objet : Règlementation du stationnement sur le domaine public –  
Place Gambetta – Camion Orange Fibre**

**Le Maire de Villefranche de Lauragais,**

**Vu** les articles L2212-1, L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
**Vu** l'article R411-8 du Code de la Route ;  
**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – Quatrième partie, Huitième partie (signalisation temporaire)  
**Vu** le code de la sécurité intérieur et notamment l'article L.511-1  
**Vu** la demande de M. CHARRON Christian reçue le 09 avril 2024, pour stationner le Camion Fibre orange sur la Place Gambetta, 31290 Villefranche de Lauragais  
**Considérant** que la demande supra citée n'apporte pas de restriction particulière en matière de stationnement ou de circulation.

**ARRETE**

**Article 1 :** M. CHARRON Christian et ses collaborateurs sont autorisés à stationner le véhicule « Camion Orange Fibre » tels que présentées dans leur demande en prenant soin de ne pas dégrader de quelque manière que ce soit la voirie publique.

**Article 2 :** Pendant la durée de la permission, M. CHARRON est autorisé à stationner le véhicule Camion orange Fibre sur la Place Gambetta, **sur une emprise au sol de 25 m2.**

**Article 3 :** La présente permission est valable **le Mardi 16 avril 2024 de 09h30 à 18h00**, heure à laquelle elle expirera de plein droit.

**Article 4 :** A la fin de la permission, tout sera débarrassé et nettoyé de façon à rendre les lieux propres.

**Article 5** :le directeur général des services, le Chef de la Police Municipale, les agents de la Police Municipale, les agents de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Villefranche de Lauragais

Fait à Villefranche de Lauragais, le 09/04/2024

**Madame le Maire**  
**Valérie GRAFEUILLE-ROUDET**



*Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de TOULOUSE peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté par courrier postal ou par le biais de l'application Télérecours, accessible par le lien [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification et/ou de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;*
- *Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*

*La requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue par l'article 1635 bis Q du Code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.*